

**Débat public**  
**Montagne d'Or**  
**du 7 mars au 7 juillet 2018**

Compte-rendu intégral  
Séance d'auditions  
du lundi 18 juin 2018 à Saint-Laurent-du-Maroni

---

**SALLE / ADRESSE :** Salle des Mariages  
Mairie de Saint-Laurent-du-Maroni

---

**PARTICIPANTS :** 9 auditions

---

**DÉBUT > FIN :** 15h à 18h

---

**Commission particulière du débat public :**

Roland PEYLET, Président de la Commission particulière du débat public

Victor BANTIFO, membre de la Commission particulière du débat public

Yanulaman THERESE, membre de la Commission particulière du débat public

Jean-Claude MARIEMA, membre de la Commission particulière du débat public

**Maître d'ouvrage**

Jean-François ORRU

Alex GUEZ

**Intervenants**

Philippe Philippe LAMBOLEY, AmaZone A Défendre

Marie BAUER, Alexis BAUXAIS, Sud Éducation Guyane

Richard JOIGNY, Parti progressiste guyanais

Lénaïk ADAM, Député de la 2<sup>e</sup> circonscription de Guyane

Samantha CYRIAQUE, Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale. (MDES) section de Saint-Laurent-du-Maroni

Amandine GALIMA, Jeunesse autochtone de Guyane

Élise BIANCHI, Association pour la Découverte de la Nature en Guyane

Léon FABIO, Ferdinand BOISROND Association culturelle et sportive Terre Rouge

Léon

BERTRAND,

Maire

de

Saint-Laurent-du-Maroni

**Roland PEYLET, Président de la Commission particulière du débat public**

Nous allons commencer cette deuxième partie de la séance d'auditions, deuxième partie, car la séance d'audition est unique. Elle a commencé à Cayenne samedi matin et se poursuit. Nous allons procéder au tirage au sort de l'ordre de passage dans un instant. C'est une règle que nous nous sommes donnée.

Je voulais préciser, avant de donner la parole à Victor BANTIFO qui sera le maître des horloges dans cette audition, que le temps de parole est limité à 10 minutes pour chacun. On laisse tout de même terminer une phrase. Il ne faut tout de même pas exagérer. Mais c'est quand même la règle : au bout d'un temps, on arrête.

Par ailleurs, sur le plan technique, nous avons eu une retransmission *live*, comme on dit en français, qui a connu des ratés samedi dernier. J'espère qu'il n'y en aura pas cette fois-ci. Mais je précise que ces films sur Facebook sont pris avec des portables individuels, ce ne sont pas les films des auditions. Les films des auditions sont pris par une autre caméra. Ce sont eux qui seront archivés et que nous mettrons en ligne ensuite.

Maintenant, tirage au sort. Victor BANTIFO, à vous pour la suite.

**Victor BANTIFO, membre de la Commission particulière du débat public**

Merci Président. Bonsoir à tous. Merci de votre présence. Monsieur THERESE va faire le tirage au sort. En premier, Monsieur Philippe LAMBOLEY.

Pour précision, Monsieur le Maire a demandé à être auditionné vers 17 h 30. Il n'est pas dans le tirage au sort. Il est sur Cayenne.

Si vous avez des contraintes horaires, il faut nous le dire en amont, que nous mettions avant ou selon l'horaire qui vous convient le mieux. Cela a été validé de la même sorte à Cayenne.

... Deux fois cinq minutes, Président, il n'y a pas de problème dès que les 10 minutes sont respectées. Peut-on avoir le nom de ce monsieur ? Alexie DOXAIS.

Ensuite, Marie BAUER, Richard JOIGNY en troisième, Lenaïk ADAM, député de la deuxième circonscription – on entendra seulement sa voix parce qu'il a été enregistré avant qu'il prenne l'avion pour Paris – Samatha CYRIAQUE, Amandine GALIMA, Élise BIANCHI, Léon FABIO. Le compte est bon.

... Comme l'UTG a déjà parlé à Cayenne, ils sont venus et nous ont dit que ce n'était plus la peine.

Avant de commencer, si vous le permettez, Président, j'aurais aimé, comme cela s'est passé à Cayenne, qu'on écoute les gens parler. Aucune réaction parce que ce sont des auditions. Les gens sont filmés, enregistrés. Cela s'est très bien passé à Cayenne et j'espère que cela se passera bien ici à Saint-Laurent également. Donc, aucun signe, parce que les gens sont auditionnés pour l'enregistrement et le compte-rendu final. C'est juste ce que j'ai à vous demander. On remercie également la CMO d'être présente à Saint-Laurent. Avez-vous une remarque avant de commencer ? Pas de remarque ? Nous allons y aller.

*Intervention hors micro.*

Je ne sais pas. En tout cas, la CMO est représentée. Pour nous, c'est l'essentiel. Après, les personnes...

**Philippe LAMBOLEY, Amazone à Défendre**

Bonjour mesdames et messieurs. Je suis Philippe LAMBOLEY, l'un des 987 porte-parole d'Amazone à Défendre.

Amazone à Défendre est créée par des jeunes gens au cœur pur qui sont pour un projet de société qui est anticapitaliste, qui est en lutte contre les multinationales et qui est pour l'économie circulaire si chère à notre Premier ministre. Je vous renvoie à son discours. Nous le verserons au débat public. Nous sommes également pour la mondialisation. Oui, oui, la mondialisation, mais pas celle prédatrice et de libre échangeisme, confiscatoire. Nous sommes pour une mondialisation d'équilibre et de combat contre les multinationales. Nous sommes également pour la défense d'une écologie

radicale, parce que cela suffit de prendre les écologistes pour des rêveurs irresponsables. On rappelle juste que les économistes se trompent, de crise mondiale en crise mondiale, au fur et à mesure, et ne voient rien venir. Alors que depuis 1970, les écologistes nous alertent sur la réalité à laquelle nous sommes confrontés.

Amazone à Défendre, de trois nous sommes devenus mille. Mille que vous trouverez dorénavant en Guyane, dans l'Ouest, partout où on voudra se fomentier une atteinte à l'environnement. D'ailleurs, comme nous sommes aussi pour une nouvelle société, nous avons invité nos petits camarades de Notre Dame des Landes à se reposer après avoir été massacrés par un État qui refuse toute forme d'innovation sociale qui ne rentre pas dans son cadre. Ils se reposent, ils adorent la forêt. Ils maîtrisent le hamac. Ils vont peut-être prolonger leur séjour.

Enfin, nous ne sommes que mille, un tout petit David contre un énorme Goliath, mais on vous rappelle que dans le maniement de la fronde en Guyane, on est expert. C'était une dédicace à Monseigneur LAFONT dont l'intervention a été coupée sur le Facebook *live* d'hier. Ce qui me permet une incise. En tant que porte-parole, ce n'est pas forcément le plus agréable, mais les acteurs de l'opposition à ce projet sinistre, qui cherchent à déjouer la désinformation organisée par le maître d'œuvre, protestent au vu de la tenue des auditions à Cayenne contre ces modalités et les piètres moyens de retransmission qui étaient mis en œuvre. Nous sommes contents que le maître d'ouvrage se rende compte des contraintes qu'il y a en Guyane, mais peut-être le savait-il déjà. Cette protestation sera détaillée dans un prochain communiqué, même si nous actons l'excuse du matériel et tout cela.

Certes, je devrai rester dans les 10 minutes qui me sont imparties, mais je remercie par avance de bien vouloir ne pas me couper la parole aussi brutalement que vous avez pu le faire au WWF.

Venons-en à ce projet, cela va être vite fait. Les ravages de l'industrie minière sont connus partout dans le monde, et particulièrement au Suriname voisin. Croyez bien que nos amis Bushinengués qui vous adressent un message avec ces tembé pas très sympathiques pour vous, savent ce qui se passe au Suriname. Croyez bien qu'ils ne veulent juste rien savoir de votre projet. Ils sont même très surpris que notre État dit de droit se comporte comme une république bananière, au chlordécone en plus.

Ce projet, disais-je, a largement été contre argumenté sous tous ses aspects économiques, sociaux et environnementaux par des gens très sérieux, très techniques, très pointus, qui sont en lutte depuis plus longtemps que nous. On ne va donc pas y revenir.

Désastre écologique. Mirage économique selon la formule du WWF. Nous rajouterions : tentative de génocide et acte hors-la-loi qui impose le respect des peuples autochtones et de leurs décisions.

Enfin, pour conclure sur ce projet, j'avoue qu'il est encore plus inquiétant au vu de l'incompétence de ceux qui y travaillent dans le Grand Nord et dans le Sahel. Je crois qu'ils se méprennent sur les conditions d'humidité qui règnent en Amazonie. Ils vont s'enliser là dedans, c'est sûr. Ils se font des illusions s'ils croient que les Guyanais voudront travailler dans leur enfer. On sait très bien, Monsieur JEBRAK, votre philosophe maison... que vous ne nous avez pas amené, c'est dommage. Votre Président non plus, c'est curieux. Il est courageux, lui tiens ! Il nous expliquait qu'au bout de deux ou trois ans, les salariés laisseraient la place à d'autres parce qu'ils auraient d'autres opportunités. On sait très bien qu'au bout de trois ans de travail dans cet enfer, de jour et de nuit, dans le bruit et les émanations toxiques, les gens sont épuisés. La CMO s'apprête à broyer les hommes et les femmes qu'elle utilisera comme elle a broyé la montagne.

Donc, le procédé laquet de l'ordre russe et de Christophe Colomb, le premier esclavagiste, le premier voleur, le premier « orpailleur » – nous l'avons déjà fait lors des différents débats publics... nous voudrions revenir sur ceux qui tentent de faciliter ce projet. Qui trouvons-nous ? Le MEDEF, quelques patrons qui se gavent depuis des années en Guyane, la FEDOMG qui nous a fait beaucoup rire avec ses 600 emplois, 1 % de l'emploi salarié en Guyane, en échange de l'empoisonnement de la population au long cours toutes ces années depuis qu'ils servent d'aimants aux « orpailleurs » illégaux. Même filière d'approvisionnement, même méthode, même patron parfois. Nous avons également les élus locaux, ceux qui, depuis trente ans, gaspillent avec constance les tombereaux d'argent public déversés sur le territoire, ceux qui n'ont pas d'autre idée que vendre un capital qui ne leur appartient pas pour laisser un bilan avant de prendre, qui sa retraite en Guadeloupe, une retraite dorée sûrement, Monsieur le Maire, qui un changement peut-être de vie après les prochaines élections à la CTG. Ce sont ceux que la population a désavoués

l'an dernier largement et que la République a remis en selle parce que ce sont des élus. Elle est parfois bonne fille, la République, mais pas tant que cela. Le gouvernement de Monsieur Macron veut développer le secteur minier et il n'y arrive pas en France. Les populations se rebellent et refusent la réouverture des mines fermées quand leur rentabilité a baissé. Ils refusent le cortège de maladies à nouveau qu'elles ont laissées derrière elles. Pourquoi veut-il le faire en Guyane ? Je vous renvoie à la carte de Panoramine qui montre qu'en France plus aucun projet n'est actif et que la Guyane devient un gruyère à mines.

Non, Monsieur le Président Macron, nous vous invitons aimablement à suivre l'avis des membres de votre gouvernement qui vous alertent, qui s'opposent à ce projet. Nous vous invitons à respecter votre parole. Quand vous faites la leçon au Congrès américain, « *Make our planet great again* », c'est bien. Nous vous invitons à abandonner ce projet, cette idée, ce noir dessein, avant que des jeunes et des moins jeunes gens meurent sur la piste de Paul Isnard. Parce qu'on en arrivera là. Vous entendez les sanpulas. Pour que l'Amazonie survive et fasse vivre son peuple et fasse vivre le monde. Comme un peu de spiritualité ne nuit pas, je vous indique quand Monseigneur LAFONT, le porte-parole du pape – on ne dit pas « porte-parole », mais quand même – au grand esprit de la forêt, à tous les chamans, et tous ceux-là vous le demandent. Mais au-delà, le peuple l'exige. Abandonnez ce projet et cela se passera bien, sinon...

J'en ai terminé.

### **Marie BAUER, Sud Éducation Guyane**

Bonjour. Marie BAUER, pour Sud Éducation Guyane, solidaire, unitaire et démocratique. Nous nous présentons aujourd'hui devant vous, devant la CMO, et la CNDP, pour nous opposer au projet de Montagne d'Or. Nous sommes un syndicat de transformation sociale, anticapitaliste, autogestionnaire.

Toutes ces valeurs que nous portons au quotidien en Guyane seraient bafouées par la mise en place de la mégamine. Les arguments portés depuis le début, notamment la création de 750 emplois pour les Guyanais par la CMO ne sont que de la poudre aux yeux et un mirage que vous offrez à la population de ce bout d'Amazonie. Ceci n'a de sens que pour des ingénieurs ou des financiers venant de loin. Actionnaires salariés de Nordgold, de Columbus Gold, de la CMO, accepteriez-vous qu'un projet dont les risques de pollution sont majeurs, dont l'exploitation sera très courte au regard d'une vie humaine, puisse se faire dans le voisinage direct de vos enfants ? Cela ne vous dérange cependant pas, avec le soutien de l'État français, de venir piller, polluer, l'un des territoires amazoniens les plus protégés.

Les dégâts causés par l'orpaillage, déjà constatés en Guyane, n'intéressent malheureusement que le Guyanais : enfants amérindiens atteints de saturnisme, des villages entiers privés de poissons par exemple.

La lutte contre l'orpaillage illégal n'est pas un combat que d'aujourd'hui, mais aussi d'hier et de demain. Cependant, jamais jusqu'à aujourd'hui, l'ingérence, le vol de l'or de la Guyane par des sociétés internationales n'avait pu se faire sur ce territoire avec cette ampleur.

Nous remercions donc l'État français qui autorise et soutient financièrement cette mégamine. Aujourd'hui, nous, humains, ne pouvons aller contre la terre. Nous devons trouver des solutions écologiques. La Montagne d'Or, c'est la mort. Je ne ferai pas une liste exhaustive de toutes les catastrophes qui ont eu lieu dans des industries minières. Rien que la mine à ferraille et la rupture de la digue à Rio Tinto le 4 juin 2018 sont des exemples malheureusement trop fréquents et ultra-polluants pour considérer que tout se passera bien.

Le risque est bien trop important pour la Guyane, mais il est vrai que l'on se moque beaucoup des enfants d'ici. Nous le voyons tous les jours à l'école. Heureusement que ce ne sont pas vos enfants qui en feront les frais, car, et je souhaite le rappeler, 12 ans d'exploitation, cela veut simplement dire qu'un enfant né aujourd'hui ne pourra jamais prétendre à un emploi dans la mine. Par contre, il en connaîtra les dégâts. Qu'est-ce que nous leur dirons, à ces enfants ? Nous vous avons laissé faire parce qu'ils promettaient quelques miettes pour le peuple. Vous venez pour voler, empoisonner et tuer. La vie selon vous n'a aucun sens si ce n'est la compétition et la captation de richesses qui ne vous appartiennent pas. Votre cupidité n'a d'égale que votre inhumanité. Vous parlez de travail, vous ne connaissez que l'exploitation. Vous avez financé le carnaval et d'autres manifestations. Cela prouve votre duplicité, car vous vous moquez de la culture, qu'elle soit locale ou non. Nous avons réellement le sentiment que la Guyane est

exactement traitée de la même manière que l'Afrique coloniale en son temps. En fait, tout continue et rien ne change dans le traitement de certains territoires. La couverture est juste différente.

Vous pouvez nous abreuver de milliers d'euros, pour vous, c'est une goutte d'eau. Certains d'entre nous, tels des fourmis, s'y noieront, mais comme les fourmis, nous nous déploierons et nous finirons par vous faire perdre. Vous croyez imposer et gagner contre nous, mais il n'y a rien à gagner et les Guyanais n'ont certainement rien à perdre.

Notre syndicat de transformation sociale, nous défendons bec et ongle un service public de qualité. Or, l'État français promet 500 millions pour permettre l'aménagement de votre mégamine. Il est très clair que vous n'avez aucune connaissance et aucune volonté de connaître ce territoire. L'école, l'hôpital sont plus que dévastés. 500 millions, c'est 10 lycées ou 10 collèges et 4 lycées. L'argent de l'État français doit servir directement aux enfants et usagers du territoire, pas à brosse des multinationales dans le sens du poil. Depuis 20 ans, Sud Éducation Guyane lutte avec les populations, les travailleurs, pour défendre ce service public et une vision émancipatrice de l'Éducation particulièrement. Nous savons que vous ferez tout pour que les syndicats n'aient pas accès aux travailleurs, mais vous ne pourrez pas vous plaindre quand ces mêmes travailleurs, trompés et spoliés, deviendront violents, quand ils prendront conscience et n'auront plus rien à perdre.

Un an après les mouvements sociaux, l'État continue de trahir le peuple guyanais. Quand les coupures d'électricité restent trop fréquentes à Saint-Laurent-du-Maroni, on prévoit une centrale pour détruire la nature à coup d'explosifs. Encore une fois, l'État a choisi son camp, celui du capital. La misère et l'éducation au rabais, le manque d'accès aux soins sur notre territoire n'ont encore et toujours aucune valeur pour nos élus de Paris.

### **Alexis BAUXAIS, Sud Éducation Guyane**

Le syndicat Sud Éducation souhaite promouvoir et mettre en place une éducation de nos jeunes qui soit tournée vers l'avenir, face aux défis majeurs qui s'imposent aujourd'hui et non vers le passé comme l'est l'industrie minière aurifère. Car, en tant qu'enseignants, assistants d'éducation, personnels, nous nous devons de préparer les générations futures à bâtir le monde de demain. C'est cela notre mission.

Mais le monde de demain, il exige des changements radicaux dans nos modes de vie. Nous connaissons, en tant qu'enseignants, les grands périls à venir et les périls déjà présents. Nous enseignons le réchauffement climatique, la fonte des glaces, le possible renversement des grands courants marins et ses conséquences climatiques, le septième continent de plastiques, le tarissement des matières premières, l'épuisement des terres arables, la raréfaction des eaux douces et potables, la sixième extinction de masse des espèces animales, les pollutions aux pesticides, aux métaux lourds, aux produits chimiques des rivières et des mers, la possible transformation de la forêt amazonienne en savane si elle continue de reculer, etc. Un « etc. », vous l'entendez, lourd de sens, car je devrais terminer cette liste non exhaustive pour que nous prenions vraiment en compte l'ampleur de notre tâche, mais je n'en ai malheureusement pas le temps. Pourquoi est-ce que je n'en ai pas le temps ? Parce que nous sommes ici pour perdre notre temps à nous battre contre des moulins à vent et à paroles avides et cupides, juste intéressés par leur intérêt propre, prêts aux pires bassesses et à tous les mensonges pour arriver à leurs fins. L'exploitation démentielle et démesurée à grand renfort de produits chimiques, toxiques et d'explosifs de la plus formidable réserve de biodiversité au monde pour un paquet d'or qui ne profitera jamais aux populations locales. Cela s'appelle tout bonnement un braquage.

Nous perdons notre temps alors que nous devrions être en train de réfléchir et d'agir d'ores et déjà pour construire le monde dont aura besoin toute cette jeunesse guyanaise, pleine de promesses et d'énergie, qui est en train d'attendre là, dehors. Au lieu de quoi nous allons lui laisser des emplois pourris, les pieds dans la boue, des rivières polluées, un chantier démesuré qui va bétonner, déforester, raser, concasser, piller pour un projet qui va durer à peine plus de 12 ans et n'apporter aucune réponse réelle à toute cette jeunesse en attente d'emplois, ni de perspectives sérieuses et adaptées aux maux que rencontrent actuellement la Guyane. Tout cela bien sûr avec la collaboration active des édiles et des élites de l'oligarchie locale qui se font passer pour des philanthropes apportant le développement nécessaire à la Guyane, mais nous savons très bien que les promoteurs du projet et l'oligarchie guyanaise partagent des intérêts communs qui ne sont certainement pas ceux de la jeunesse et du peuple guyanais.

Si les élus étaient un minimum conséquents, ils auraient de l'audace et de l'ambition, non pour eux-mêmes, mais pour les populations qu'ils sont censés représenter. S'ils avaient de l'ambition, ils envisageraient la transition énergétique nécessaire et ils essaieraient de l'appliquer ici en Guyane. Ils tenteraient de gérer les ressources durablement. Ils mettraient en place autant que possible la souveraineté des Guyanais en matière d'alimentation, de santé, du bâti, de production et d'accès à l'eau et à l'énergie pour tous. La souveraineté dans ses besoins fondamentaux, c'est l'assurance de ne pas sombrer dans la dépendance ni à un État ni à des multinationales et ainsi faire en sorte que les Guyanais aient et gardent leur destin en main. Je pense notamment à Monsieur BERTRAND qui est toujours absent quand on lui parle, qui nous parle parfois d'indépendance de la Guyane, mais qui est prêt à troquer la dépendance à l'État français contre celle, certainement pire, aux multinationales. On le voit ici en Amérique du Sud chez tous nos voisins. Les États les plus prospères et les plus heureux du sous-continent sont ceux qui sont le moins dépendants aux multinationales, ceux qui ont réussi à garder leur destin en main sur les décisions politiques. En revanche, les plus pauvres, les plus miséreux, ce sont ceux qui se font piller allègrement par les compagnies, des corporates conquistadores ici présents avec la CMO.

Alors aujourd'hui, en Guyane, nous le savons, nous sommes à la croisée des chemins. Un an après ce mouvement social historique qui a porté un certain nombre d'exigences, soit, nous pouvons par exemple prendre la direction du Suriname et alors nous acceptons de brader nos ressources de ce formidable territoire à des compagnies étrangères, au risque de se retrouver appauvris et sans ressource d'ici quelques années, soit au contraire, nous prenons plutôt par exemple la direction du Costa Rica et nous mettons en valeur la véritable richesse de ce territoire, qui n'est pas celle que l'on croit. Quand je dis « richesse », je ne parle pas de l'or, mais je parle de la faune, de la flore, de ces peuples aux cultures si riches et si diverses, en développant l'économie de la connaissance par exemple. D'autres directions originales sont bien sûr possibles et envisageables, mais j'ai choisi de prendre ces deux pays parce qu'ils sont très proches de la Guyane en taille, en population et en type de territoire, et pourtant si radicalement différents car l'un produit quasiment 100 % d'énergies renouvelables, il est autonome en énergie, a su développer l'écotourisme et en faire une manne économique et a un taux de chômage très faible, une population épanouie sur un territoire préservé. Je parle bien sûr du Costa Rica. L'autre, il est dévasté, il est en proie à la corruption, à l'orpaillage clandestin, au pillage de ses ressources...

**Victor BANTIFO, membre de la Commission particulière du débat public**

Il faut conclure.

**Alexis BAUXAIS, Sud Éducation Guyane**

... au pillage de ses ressources en bois, bauxite et en or, par des compagnies multinationales hollandaises, chinoises et américaines. C'est l'un des principaux centres de déforestation de l'Amazonie.

**Victor BANTIFO, membre de la Commission particulière du débat public**

Il faut conclure, s'il vous plaît.

**Alexis BAUXAIS, Sud Éducation Guyane**

Il me reste cinq phrases.

Il connaît une grave crise économique et un taux de chômage très élevé. Je parle là du Suriname. Est-ce que c'est de cela que nous voulons ? Non. C'est pourquoi, avec le syndicat Sud Éducation, syndicat de transformation sociale, nous ne sommes pas des fainéants comme l'a entendu le porte-parole de la compagnie Montagne d'Or il y a deux jours parce que nous avons déposé un préavis de grève. Non, nous l'avons fait, nous ne sommes pas à la maison. Tous nos camarades sont là dehors.

**Victor BANTIFO, membre de la Commission particulière du débat public**

Merci.

**Alexis BAUXAIS, Sud Éducation Guyane**

J'ai bientôt fini. Est-ce que vous pouvez me permettre de finir ?

**Victor BANTIFO, membre de la Commission particulière du débat public**

Dix secondes.

**Alexis BAUXAIS, Sud Éducation Guyane**

Nous jugeons au contraire ce problème extrêmement grave au point que nous devons nous mobiliser dans l'intérêt des jeunes que nous éduquons. Nous sommes venus ici, car contrairement à ce que vous croyez, nous avons toute notre place dans ces auditions. Nous sommes venus porter nos idées à la Guyane en matière d'éducation. Ainsi nous proposons dans l'enseignement en Guyane la promotion et le développement des filières véritablement d'avenir dans l'emploi qui sera fait des crédits apportés à la suite des mouvements de l'année passée. Pour cela, nous envisageons la création de CAP, de bac pro, de BTS, de DUT, de licences pro...

**Victor BANTIFO, membre de la Commission particulière du débat public**

Merci, merci.

**Alexis BAUXAIS, Sud Éducation Guyane**

... dans les domaines de la transition énergétique que sont l'écoconstruction...

**Victor BANTIFO, membre de la Commission particulière du débat public**

C'est fini, maintenant.

**Alexis BAUXAIS, Sud Éducation Guyane**

Je termine.

Nous ne croyons plus dans la prospection, mais en revanche, nous croyons dans la prospective. C'est l'un des nombreux rôles dévolus à l'école. Voilà. La mine d'or ne passera pas. Merci.

**Victor BANTIFO, membre de la Commission particulière du débat public**

C'est bon, merci.

*Huées et quelques applaudissements.*

Je vous ai laissé beaucoup de temps. Il faut conclure à un moment donné. On a décidé avant, il faut respecter les temps de parole.

Nous allons essayer de mettre une enceinte dehors pour que les gens puissent entendre.

**Richard JOIGNY, Parti progressiste guyanais**

Mesdames et messieurs, bonjour. Je décline mon identité. Je suis Richard JOIGNY, porte-parole du parti progressiste guyanais. Je tiens à remercier pour l'invitation que nous avons eue au parti pour pouvoir venir nous exprimer quant au projet Montagne d'Or.

Tout d'abord, je tiens à dire que pour nous, il a été difficile de pouvoir venir nous exprimer dans ce débat public parce que pour nous, c'est avant tout une séance de psychologie collective pour faire avaler une pilule, une pilule qui est trop grosse pour notre œsophage. C'est que cela qu'on a organisé une séance de débat. On dit souvent que quand l'État veut nous prendre pour des « cons », ils organisent une réunion. Je pense que nous en sommes à ce stade-là.

Il est important de dire – je pense que nous sommes tous au même point d'information – qu'une multinationale n'a jamais développé aucun pays. Cela n'a jamais été fait. Nous mettons au défi n'importe quel habitant de la Guyane ou même d'ailleurs de venir nous montrer des projets de développement d'un pays encadré par une multinationale. Une multinationale, c'est avant tout le pillage, le pillage des ressources d'un pays sur le pauvre dos des habitants et des travailleurs de ce pays-là. Et on sait très bien ce qui va se faire dans un site isolé. On sait très bien quel type de travailleurs. On nous parle de 750 emplois qui vont être créés, plus de 3 500 emplois indirects, mais regardez ce qui se fait en France hexagonale avec le groupe General Electric, 7<sup>e</sup> multinationale au monde, qui n'a pas su tenir ses promesses vis-à-vis de l'État français.

Pensez-vous que la Montagne d'Or, une multinationale qui n'est même pas du poids de General Electric, va tenir ses promesses vis-à-vis de l'État français et vis-à-vis surtout des Guyanais. Il ne faut pas oublier qu'on nous vend ce projet-là comme étant un moyen de développement de notre territoire, comme si aucun politique dans ce pays n'avait pu avoir une vision politique à la hauteur des enjeux et des défis du territoire. Parce qu'il faut le dire, cette multinationale, ses politiciens sont des VPR de la société, nous la vendent, et osent même dire que 80 % de la population est d'accord avec eux. Pourquoi est-ce qu'ils nous disent cela ? Parce qu'ils ont tellement peu d'orgueil



et peu de respect pour la population qu'ils ne veulent pas montrer au grand jour, ils ne veulent pas nous dire la vérité, et la vérité, c'est leur échec, l'échec de leur politique dans ce pays-là. Un échec tellement grand qu'aujourd'hui, la seule façon de sauver leur mandat et leurs intérêts particuliers, c'est une multinationale.

C'est avant pour cela, c'est avant tout pour des raisons politiques et philosophiques que le parti progressiste guyanais se met contre, et fortement, fermement, contre ce projet de Montagne d'Or. Nous savons bien que c'est encore un mensonge pour piller notre pays. De grands hommes avant nous, comme Élie CASTOR, se sont battus pour éviter que des multinationales puissent s'installer en Guyane. De grands hommes avant nous se sont battus pour éviter que les békés viennent prendre le pouvoir économique dans ce pays. Mais aujourd'hui, on a oublié tout cela. Aujourd'hui, ils doivent se retourner dans leur tombe parce que nous constatons qu'un grand nombre de nos élus, de nos représentants politiques, qui devraient conseiller et éclairer la population sont en train de nous vendre un projet de mort ! Un projet de mort qui laissera la mort dans notre eau potable, dans nos bouteilles d'eau, dans nos robinets ! Un projet de mort qui laissera la mort dans chaque gibier de ce pays ! Un projet de mort qui laissera la mort dans chaque poisson, dans chaque plante cultivée, dans chaque denrée alimentaire que nous produisons en Guyane !

C'est pour cela, Mesdames et messieurs, qu'il faut que nous soyons tous contre, déjà sur le plan philosophique, politique, sur le plan environnemental, et surtout sur le plan de l'émancipation. Je dis bien de l'émancipation, Mesdames et messieurs ! Parce que c'est à nous de choisir. C'est à nous de choisir quel développement nous voulons pour notre pays. C'est à nous de choisir si nous voulons des multinationales qui défoncent notre forêt, qui défoncent notre nature pour quelques paillettes d'or, pour quelques miettes, pendant qu'eux vont partir avec la montagne. Il faut dire non ! Il faut dire non parce que nous voulons un développement centré autour de l'humain et de son environnement naturel. Nous voulons pouvoir produire nos denrées alimentaires. Pourquoi, à la place de ce projet-là, nous ne mettons pas en place des exploitants, agriculture, éleveurs ? Pourquoi ne pas aussi mettre en place de la transformation agroalimentaire pour qu'on puisse enfin passer à une étape industrielle ? Parce que tout le monde nous vend que la montagne d'or, c'est un projet industriel. Ce n'est pas un projet industriel ! C'est un projet d'extraction de ressources intensif ! Une industrie, c'est le secteur secondaire, ce n'est pas le secteur primaire. Et dans l'extinction de ressources, nous sommes dans le secteur primaire. Je pense, Messieurs, que vous le savez tous très bien. Donc, il faut arrêter de mentir à la population. Il faut mettre en place une économie de transformation, parce que si nous ne transformons pas nos ressources, nous ne créons pas de valeur ajoutée sur le territoire. Il est important qu'enfin en Guyane, nous ayons une vision politique avec des gens qui se disent qu'il est temps que nous puissions produire ce que nous mangeons déjà nous-mêmes. Je ne comprends pas comment 85 % des denrées alimentaires dans ce pays sont importées d'occident, et pourtant, nous pouvons produire tout un tas de choses, des pâtes. Nous pouvons produire du riz, nous le faisons avant. Nous pouvons produire des plats. Nous pouvons produire tout ce dont nous avons besoin dans notre pays, mais il n'y a pas de volonté politique pour le faire.

C'est pour cela, Mesdames et Messieurs, que ce projet Montagne d'Or, on nous le vend comme étant un petit projet pour la Guyane. J'ai même entendu que ce n'était pas un gros projet minier. Ce n'est pas un gros projet minier peut-être pour d'autres pays qui sont déjà détruits par la mine, mais pour la Guyane, c'est un extrêmement gros projet minier ! Parce qu'en plus, ce projet se situe sur un bassin de vie qui est le bas Maroni, sur un bassin de vie qui concerne Saint-Laurent-du-Maroni, Apatou, Grand-Santi et Papaïchton. Donc, cela veut dire que les premiers impactés par la pollution qui sortira de ce projet, ce seront les populations qui sont déjà tellement isolées, qui sont déjà laissées pour compte par l'État. Au lieu de trouver des solutions pour que tout le monde puisse vivre mieux en Guyane, pour que tout le monde puisse avoir accès à la terre, pour que tout le monde puisse avoir accès à l'eau potable, pour que tout le monde puisse avoir un emploi ou même créer son emploi, pourquoi pas, pour que tout le monde puisse vivre vraiment avec toutes les chances que normalement la République française doit leur donner, il faut dire non ! Non, parce que ce projet-là, ce n'est pas une égalité ! Pourquoi est-ce qu'ils ne le font pas dans le Gers ? Pourquoi ne vont-ils pas le faire en Franche-Comté ? Pourquoi ne vont-ils pas le faire en Bretagne ? Pourquoi est-ce en Guyane qu'ils veulent le faire ? Pourquoi est-ce en Guyane qu'ils sont prêts à autoriser ces produits chimiques ? Pourquoi ne l'autorisent-ils pas dans n'importe quelle contrée française, mais chez nous ? Parce que, soi-disant, ici, il y a plus de chômage qu'ailleurs, parce que soi-disant, ici, il y a plus de difficultés qu'ailleurs. Allez voir en Seine-Saint-

Denis si les difficultés ne sont pas plus graves ! Mais pourtant, on ne leur vend pas des multinationales.

Il est temps, Mesdames et messieurs, que nous puissions dire fortement et pour faire comprendre à toute la population guyanaise que nous ne voulons pas de ce projet ! Même si nous savons très bien que tout est déjà plus ou moins acté dans leurs bureaux parisiens. Nous savons très bien qu'au ministère, qu'en France, ils ont déjà vendu notre pays et qu'à la CTG même, ils l'ont déjà vendu ! Mais pourtant, nous resterons et nous continuerons de nous battre avec tous les collectifs, toutes les associations, et tous les partis politiques qui sont en place. Parce que nous savons que nous sommes la dernière lumière pour faire comprendre à tous les habitants de ce pays qu'il faut dire non, non, non à ce projet-là ! Non à la Montagne d'Or ! Non à toutes les multinationales. Surtout, il ne faut pas oublier, à tous les habitants de la Guyane qu'en 2020-2021, il est temps de dégager tous ces élus, tous ces représentants qui sont venus vous dire d'accepter la Montagne d'Or. Il est temps de leur dire « dégagez » et de mettre en place de nouvelles forces qui se battront pour l'avenir du pays, pour l'avenir de nos enfants, pour l'avenir du territoire.

Mesdames et messieurs, je ne continuerai pas plus longtemps. Il me reste 1 minute 30 que j'offre aux autres opposants à la Montagne d'Or. Donc, Merci à vous, merci à tous.

**Victor BANTIFO, membre de la Commission particulière du débat public**

Merci, Monsieur JOIGNY. Nous allons passer à l'écoute de la voix de Monsieur ADAM. J'espère que cela fait bien 10 minutes. Si cela dépasse, nous serons obligés d'interrompre également.

**Lénaïk ADAM, Député de la 2<sup>e</sup> circonscription de Guyane (intervention enregistrée)**

Je me présente, Lénaïk ADAM, député de la 2<sup>e</sup> circonscription. On m'a demandé de faire une intervention dans le cadre du débat public sur la Montagne d'Or. Je vais, en quelques minutes, donner ma position.

Je pense que le vrai débat ne devrait pas être pour ou contre la Montagne d'Or. La véritable question est de savoir ce que l'exploitation de ce projet va permettre d'obtenir en matière de retombées économiques, d'emplois pour les Guyanais et de garanties écologiques et environnementales bien évidemment.

À titre personnel, je suis totalement favorable à ce projet, mais il devra à tout prix respecter l'ensemble des dispositions avant d'être finalisé. Je crois que la parole définitive revient au peuple de Guyane, c'est-à-dire que c'est aux Guyanais de décider s'il faut vraiment continuer ou en tout cas s'il faut exploiter, rentrer dans les activités aurifères. Aujourd'hui, c'est la Montagne d'Or, mais par la suite, ce sera d'autres projets de plus grande envergure. Donc, c'est cela la véritable question, savoir : que voulons-nous faire de notre sous-sol ? Est-ce que nous le laissons aux garimpeiros ? Est-ce que l'on met en place des personnes de manière légale, ou en tout cas des entreprises qui feront l'exploitation ? Voilà à mon sens la véritable question.

Il est indéniable que la Guyane doit faire preuve d'ambition de toutes les façons. Il manque des projets de grande envergure. La Guyane est riche en minerais de tout genre. Les trésors de son sous-sol sont une manne exceptionnelle pour son développement. Mais il ne faut pas brader le territoire et il faut que les sociétés qui viendront par la suite, notamment, Montagne d'Or, apportent les garanties nécessaires pour montrer que l'environnement guyanais sera respecté.

Je pense que la Guyane n'a pas attendu la société minière Montagne d'Or pour relever le défi de l'extraction aurifère légale. Les structures guyanaises s'épanouissent pleinement dans le domaine et ne cessent de faire preuve d'ambition, même si on est à une autre échelle d'exploitation ici.

Aujourd'hui, il y a deux points qui me préoccupent. C'est ce que va apporter en termes économiques et les différentes synergies la société Montagne d'Or. On parle aujourd'hui de fournir 750 emplois directs et plus de 3 000 emplois indirects. La société indique notamment aussi développer une filière de formation professionnelle locale pour les 57 métiers de la mine, mais la question que je me pose et j'espère qu'ils auront à la porter avec les conditions nécessaires et garanties aussi : où est-ce qu'ils vont trouver la main-d'œuvre nécessaire, quel est le vent de fraîcheur qu'ils vont faire planer sur la Guyane en proie à un chômage criant ? On a parlé de 750 emplois, mais tout le monde peut dire qu'il apporte 750 emplois. Ce qu'il faut, c'est démontrer réellement comment ces choses-là vont se mettre en place. Qu'est-ce qui va rester pour la Guyane parce qu'il y a un temps d'exploitation. Je crois qu'il faut réellement, au-delà des

retombées fiscales, aller plus loin et que des infrastructures puissent rester en termes d'aménagement du territoire et au-delà.

Je crois que voilà les réelles questions qu'il faut se poser, que je me pose. Mais une fois qu'on a répondu à tout cela – je le dis, et j'insiste, la Guyane n'a plus besoin de promesses, mais de l'action – il faut un travail de sensibilisation, de formation et démontrer que réellement, la Montagne d'Or a une valeur ajoutée pour le territoire, et que ce n'est pas une société qui vient et qui repart. J'aimerais vraiment que ces points là trouvent des réponses et que la population puisse être rassurée.

Mais de manière indéniable, tout investissement, tout développement passe par un certain nombre de risques. Cela peut être aussi, d'une certaine façon – en tout cas, on l'espère moindre – l'environnement. Je crois que pour avancer de développer notre territoire, il faut passer par là. Il n'est pas question de laisser la Guyane intacte, si je peux m'exprimer ainsi, et que les autres territoires de la France se développent et qu'on dise que c'est en Guyane qu'il ne faut pas défricher, il ne faut pas ceci, il ne faut pas faire cela, et pendant ce temps-là, les autres territoires se développent et la Guyane stagne au niveau de son développement et de sa croissance. Il est important que nous aussi, nous puissions nous développer dans le bon sens, bien évidemment.

Je crois que, comme je l'ai déjà dit, les retombées ne doivent pas être seulement financières, mais il faut aller au-delà et démontrer que la Montagne d'Or va être une véritable valeur ajoutée pour le territoire. En partant de ce principe, quand on revoit la redevance aurifère, la taxe municipale, la redevance au niveau départemental, toutes ces questions là, je crois qu'il faut se retrouver autour de la table et en parler franchement, négocier, dire ce qui ne correspond pas s'il n'y a pas assez de retombées pour nous pour qu'on puisse avancer dans le bon sens. Mais je crois que bloquer pour bloquer n'est pas forcément la bonne solution.

Encore une fois, en définitive, c'est aux Guyanais de décider si oui ou non, nous allons exploiter l'or de notre sous-sol, parce qu'il est aujourd'hui question de la Montagne d'Or, mais je crois qu'il y a un réel potentiel et donc, il faut y travailler. Mais en définitive, je suis totalement favorable à ce projet de la Montagne d'Or et j'espère que nous trouverons des solutions ensemble, tant au niveau des garanties qu'au niveau des conditions d'exploitation de cet or. Merci.

**Victor BANTIFO, membre de la Commission particulière du débat public**

C'était donc Monsieur Lénâik ADAM, député de la 2<sup>e</sup> circonscription de Guyane. Nous allons entendre maintenant Madame Samantha CYRIAQUE, du MDES.

**Samantha CYRIAQUE, Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale.**

Mesdames, Messieurs, je me présente, Samantha CYRIAQUE, secrétaire de la section MDES de Saint-Laurent-du-Maroni à propos du projet minier de la Montagne d'Or. Le MDES est mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale. La section de Saint-Laurent-du-Maroni suit les différents débats autour du projet. Notre position est faite de plusieurs préalables, accès, maîtrise et compétence sur notre foncier et toutes nos richesses ; un processus de décolonisation et/ou à minima une large autonomie politique, avec particulièrement un levier législatif pour éditer nos lois ; une stratégie de développement avec une économie mixte dans laquelle les plus-values dégagées des industries d'extraction et de transformation servent à financer principalement d'autres types de secteurs de producteurs de richesses, tels que l'agriculture, la pêche, la fabrication, etc. ; des exigences en matière de technologies propres complètement innovantes.

Tant que la Guyane ne sera pas autonome avec la totale maîtrise de ses ressources et que les projets ne viendront pas de nos cahiers des charges, c'est non. Notre position est donc conforme à notre ligne politique. Considérant que le développement économique de la Guyane doit se faire par et pour les habitants de ce pays, les retombées financières et fiscales doivent être au bénéfice de la population et sous contrôle des autorités guyanaises. Nous envisageons un pays autonome, en cours de décolonisation comme actuellement en Nouvelle-Calédonie. Cependant, ce n'est pas le cas. La Guyane est placée sous tutelle française. Les délibérations des élus sont soumises au contrôle de la préfecture et les décisions importantes sont prises à Paris. Les autorités guyanaises n'ont aucune compétence dans le domaine des ressources minières. Elles n'ont aucune prise sur les principaux accords entre les ministères parisiens et les multinationales qui pilotent le projet de la Montagne d'Or. Ces compagnies minières recherchent le profit. Les nombreux exemples dans le monde en témoignent. Quand elles quittent le territoire où elles ont sévi, elles laissent derrière elles des régions encore sous-développées et victimes de leurs pollutions.

Mesdames, Messieurs, nous ne nous faisons aucune illusion sur ce qu'on appelle « débat public ». Si nous y participons, c'est pour montrer à tous que le front du refus est plus large que ce que l'on veut bien nous faire croire.

Par ailleurs, sur la question de l'or, la France refuse d'éradiquer l'orpaillage clandestin. 600 sites illégaux recensés pillent les richesses du pays, polluent les rivières et empoisonnent les populations. De plus, l'or saisi par les gendarmes est envoyé directement dans les coffres de Paris. Le gouvernement de la France n'est donc pas crédible et ses émissaires non plus. Pour faire passer ce projet, on fait miroiter à nos élus la question de l'emploi. C'est une méthode déjà tristement connue en Guyane. La majorité des emplois ne sont jamais pourvus par la demande locale. Après avoir touché les subventions, les promoteurs s'envolent et les travailleurs re-pointent au chômage. Le dernier exemple en date concerne les rizières de Mana qui sont maintenant des friches abandonnées aux vents et marées après les vagues de licenciements des ouvriers du riz. Nous disons que le temps de l'Eldorado et des conquistadors est terminé. La population guyanaise est majeure, organisée et déterminée.

En conclusion, la section MDE de Saint-Laurent-du-Maroni fait donc savoir publiquement qu'elle refuse l'installation de la mine industrielle Montagne d'Or en Guyane. (*Expression guyanaise*)

*Applaudissements.*

### **Amandine GALIMA, Jeunesse autochtone de Guyane**

Mesdames, messieurs, je suis venue à vous en tant que porte-parole du mouvement Jeunesse autochtone de Guyane. Voilà plus d'un an qu'avec mes sœurs et frères, nous luttons pour mettre fin à cette absurdité qu'est le projet Montagne d'Or. Nous avons tenté de faire valoir nos droits et notre parole. Au vu des tournures actuelles, nous avons réussi. À plusieurs reprises, les autorités coutumières, qui sont les garants de nos communautés, se sont positionnées contre. Nous avons tenté d'expliquer nos craintes, nos réticences à la Montagne d'Or qui, dans le plus grand mépris, a refusé le dialogue en déshonorant le rendez-vous à la demande des autorités coutumières, cela, car nous avons refusé la présence d'hommes armés. Nous nous sommes assurés à assurer leur protection. Malgré cela, ils ont rompu le dialogue. Pour nous, il est important qu'un dialogue, aussi compliqué qu'il soit, se fasse sans la présence d'armes.

Autour du site Montagne d'Or, il existe quinze montagnes couronnées, des sites sacrés, des vestiges de nos ancêtres, de notre passé, de notre histoire. Comprenez que nous ne pouvons tolérer qu'un tel sacrilège soit fait sur notre territoire. Pour le respect de notre passé, de notre avenir, nous promettons d'être toujours sur le chemin de la Montagne d'Or. Nous sommes les héritiers d'un passé lourd, des blessures douloureuses, mais nous relevons la tête en ce jour.

Oui, en ce jour, les peuples premiers sont debout. Nous relevons la tête aux côtés de toute la Guyane. Oui, en ce jour, nous souhaitons apporter un message d'espoir. Nous ne sommes pas obligés de détruire, nous pouvons faire autrement. Il suffit de le vouloir, il suffit d'oser. En ce jour, nous osons mettre au défi à travers la Montagne d'Or ce monde dirigé et animé par l'avidité de richesse et de pouvoir, ce monde déserté de respect et d'honneur. Dans la lignée de nos ancêtres, nous nous battons contre ceux qui traversent les océans pour ne mener que désespoir et destruction.

Mon message est rempli d'émotion et de sentiment, car mon cœur est relié à cette terre. Cette terre qui souffre des maladies que vous apportez. Les chants de nos ancêtres résonnent à travers nos âmes, et le son des tambours nous murmure qu'il ne faut rien lâcher.

Je n'évoque pas les chiffres, car le monde n'est pas composé de chiffres, mais de différentes formes de vie qui dépendent les unes des autres. Il n'y a pas que ce que vous voyez avec vos yeux. Respectez le monde visible et invisible.

Je suis jeune et je vous annonce que ce n'est pas cet avenir que la jeunesse guyanaise a besoin. Il en existe d'autres. Je suis une femme. Je porterai la vie en moi et je donnerai des enfants à cette terre dans un monde où vous n'existez pas.

Je ne perdrai pas plus de temps avec vous. Je m'en vais rejoindre la Guyane qui m'attend dehors, cette Guyane qui vous montre son opposition. Je m'en vais rejoindre cette petite dizaine de personnes qui disent non à la Montagne d'Or. Mesdames et Messieurs, c'est bien que vous soyez de passage. Vous nous avez fait comprendre ce que nous ne voulions pas. Je vous souhaite de trouver le chemin du retour. Sondez le fond de votre âme. Cherchez-y une once d'humanité et

guérissez vos esprits. Je m'appelle Mawalum (*nom amérindien*), qui veut dire « la dernière ombre ». Je suis l'esprit qui réside dans les racines des arbres et je vous mets au défi d'essayer de nuire à ce pays. Non à la Montagne d'Or ! Merci.

*Applaudissements.*

### **Élise BIANCHI, Association pour la Découverte de la Nature en Guyane**

Mesdames et Messieurs, bonsoir. Je me présente, Élise BIANCHI, membre du conseil d'administration de l'ADNG, association pour la Découverte de la nature en Guyane, qui mène des actions dans l'Ouest guyanais depuis près de 25 ans, et ce, auprès de 1 000 à 2 000 personnes par an dans un cadre scolaire et de loisirs, jeunes adultes en formation, associations, entre autres.

Je salue en même temps tous les gens qui sont venus dire non à la Montagne d'Or, qui sont dehors, qui ne peuvent pas rentrer et qui sont venus faire entendre leur voix. Ils ne sont pas venus, comme vous allez sûrement le dire dans les médias, gâcher les auditions. Non, ils sont venus faire entendre leur voix, parce qu'eux aussi, on peut les entendre. Nous sommes là pour les représenter, mais il faut les écouter aussi.

C'est très dur de passer après cette magnifique jeune fille qui vient de parler, parce que pour tout ce qu'elle a dit, vraiment, bravo ! Mais je vais continuer quand même parce que je suis là au nom de l'ADNG.

Les environnements sur lesquels la grande majorité des scientifiques sont d'accord et auxquels nous devons faire face dès aujourd'hui exigent que nous repensions notre modèle de développement. Depuis le rapport Brundtland en 1986, le premier Sommet de la Terre à Rio en 1992, et la liste interminable de sommets et de conférences internationales qui se sont déroulées depuis, dont plus récemment la COP 21 de Paris, tous les États engagés sont conscients de l'urgence de changer notre mode de développement et de s'orienter vers des solutions alternatives. Le projet Montagne d'Or va à l'encontre de ce qui est prôné depuis 40 ans au niveau national et international, une exploitation d'une ressource non durable sur une très courte période, 12 ans, qui va générer énormément d'impacts négatifs et potentiellement dangereux pour l'environnement et notre société, pour très, très peu de retombées positives locales. Il nous semble beaucoup plus judicieux d'aller chercher l'or et les autres métaux précieux dans le recyclage de nos déchets.

Notre association, l'ADNF, s'inscrit dans les mouvements nationaux et internationaux d'éducation à l'environnement vers un développement durable. Notre objectif principal est de former des citoyens épanouis, autonomes, responsables, et capables de prendre des choix en toute connaissance de cause. Nous essayons de promouvoir le développement durable qui ne peut se faire que par la réduction des déchets ; une réduction de la consommation d'énergie, individuelle, collective, et industrielle ; la limitation des transports polluants et le développement des transports en commun ; la création de filières de recyclage ; la production d'énergies renouvelables ; la préservation des espaces naturels et de la biodiversité ; une agriculture raisonnée et respectueuse de l'environnement ; une politique touristique tournée vers un réel écotourisme ; une alimentation saine et locale et bien d'autres alternatives. Tout ceci dans le but de contribuer à la mise en place d'un projet collectif, cohérent et tourné vers l'avenir, aussi bien d'un point de vue social, économique, environnemental et culturel.

Nous savons tous que la Guyane accuse un retard dans de nombreux domaines, qui ont été mis en avant durant les mouvements sociaux de l'an dernier. Ce retard peut être une opportunité pour mettre en place un mode de développement innovant et endogène, d'autant plus que les ressources locales ne manquent pas, produits de la mer, bois issus de l'exploitation certifiée, écotourisme et artisanat local, pharmacologie, agriculture raisonnée et biologique par une transformation locale, production d'énergie solaire, hydraulique, éolienne, savoir de nos ancêtres aussi.

Ceci doit passer par une volonté politique et citoyenne de promouvoir la création de transports en commun sur les réseaux déjà existants, routes et fleuves, d'agro-transformation ou de toutes industries à taille humaine. Le plus gros défi est d'offrir un service de qualité à tous et à tous les âges de la vie. Il y aurait ainsi énormément d'emplois à créer dans : la petite enfance, comme les crèches, les maisons d'assistantes maternelles ; la jeunesse, maisons de quartier, centres sociaux, centres de loisirs et de vacances ; clubs sportifs ; l'aide aux personnes âgées et en situation de handicap, création d'IME, ITEP, EHPAD ; l'accès à la culture, médiathèques, ludothèques, musées

mettant en valeur les peuples de Guyane ; l'aide à la création d'entreprises ; la santé ; etc. Tous ces services permettraient de faire face aux enjeux et aux besoins d'une population grandissante et très jeune.

Nous avons besoin d'un vrai projet de société. Un vrai projet de société, qui concernerait toute la Guyane, je dis bien « toute la Guyane », et qui doit s'inscrire sur une durée bien plus longue qu'un projet ponctuel de 12 ans. 12 ans ! Les accords de Guyane pourront y répondre partiellement, mais ces accords devront indéniablement être réévalués à court terme.

Avant de terminer, j'aimerais souligner qu'aucune étude n'a jamais démontré que l'orpaillage légal pouvait endiguer l'orpaillage illégal. Au contraire, à la fin de l'exploitation, comment affirmer, comme savoir que les orpailleurs illégaux ne profiteront pas des routes créées par la mine légale pour s'installer là bas ? Nous ne connaissons que trop bien l'ensemble des problèmes qu'ils apporteront avec eux, problèmes sanitaires, sur-chasse, pollutions précaires, précarité, violence.

Pour conclure, l'ADNG fait partie de différents collectifs régionaux, et parmi eux, certains ont été à la rencontre de la population guyanaise pour lui demander son avis. Comme le montre cette fresque, et comme vous pouvez le voir dehors, les gens sont là parce que cette fresque a été réalisée en une semaine, une semaine seulement. Imaginez, en plus de temps, nous aurions recouvert les murs de cette mairie, avec des visages guyanais qui vous disent : non. Plus de 1 000 personnes ont déjà exprimé leur choix. Tout le monde n'est pas sur cette fresque. Ils ne veulent pas de ce projet. Ils n'en veulent pas ! Non à la Montagne d'Or ! Non à la Montagne d'Or ! Non à la Montagne d'Or !

J'aimerais profiter du temps qui me reste pour crier avec les gens qui sont dehors et qui ne peuvent pas rentrer dans la salle. S'il vous plaît, tous ensemble : Non, à la Montagne d'Or ! Non, à la Montagne d'Or ! Non, à la Montagne d'Or ! Non, à la Montagne d'Or ! Non, à la Montagne d'Or !

*Les personnes qui se trouvent à l'extérieur reprennent : « Non, à la Montagne d'Or ! »*

**Victor BANTIFO, membre de la Commission particulière du débat public**

Merci. Nous allons accueillir maintenant Monsieur LEON Fabio. Vous êtes trois, c'est cela ? Vous avez dix minutes à trois. Un instant. Êtes-vous pressé, Monsieur LEON ?

**Fabio LEON, Association culturelle et sportive Terre Rouge**

Je suis pressé de faire dégager la Montagne d'Or. Oui, je suis pressé.

**Victor BANTIFO, membre de la Commission particulière du débat public**

Juste une petite précision que je tiens quand même à vous signaler. Madame Amandine GALIMA, avait fait 4 minutes. Ils ont débranché la caméra. Elle va donc repasser après. L'enregistrement n'a pas pu être fait parce que quelqu'un a débranché le câble.

**Fabio LEON, Association culturelle et sportive Terre Rouge**

Bonsoir tout le monde. L'audition de ce soir, ce n'est pas que pour Saint-Laurent, c'est pour la Guyane. Nous sommes là pour nous exprimer au nom des gens qui sont contre cette Montagne d'Or, car nous sommes contre cette Montagne d'Or. Ces deux étrangers qui sont là dans la salle, bien qu'ils soient français, peut-être, nous ne voulons pas d'eux. Nous ne voulons pas de cette vision de la Guyane. Donc nous disons non à la Montagne d'Or.

J'ai cru comprendre dernièrement qu'un spécialiste économique était venu avec un rapport, le rapport Cyclope. Bien sûr, ce monsieur travaille pour le minier. Donc, forcément, il sera pour le projet. Mais ce qu'on ne nous dit pas, c'est que les projets miniers ne touchent pas que les pays pauvres, la France aussi est victime des mines industrielles, victime de l'industrialisation des mines.

*Diffusion d'une vidéo.*

Saint-Laurent-du-Maroni, capital de l'Ouest. J'ai 36 ans. Le maire, ici, a plus de 35 ans de mandature. Nous avons vu ensemble avec lui le déclin de l'économie, de la santé, de la sécurité, de l'éducation. Mais quand je parle de l'Ouest, je joins à cette situation compliquée les communes de deux circonscriptions, notamment Mana, Apatou, Grand-Santi, Awala-Yalimapo, Papaichton, Marie Pasoula et Saül. Je m'appelle LEON Fabio. Je suis natif de Saint-Laurent. J'ai des racines amérindiennes, créoles. J'ai des frères et sœur bushinengués qui vivent au Suriname et je suis père de quatre enfants.

Je tiens encore à partager et à conserver avec les miens nos particularismes, les langues, les cultures et les modes de vie. Mais pas que cela. Depuis plusieurs siècles, le Maroni nous a nourris. La forêt et les abatis aussi nous ont nourris. Même si aujourd'hui, nous avons des supermarchés, nombreux sont les Guyanais qui se nourrissent encore avec du manioc, le couac, la cassave, le cachilipo. Beaucoup de Guyanais apprécient l'awara et le wasai, et même le parépou, les viandes de bois, le poisson malgré les problèmes de cyanure. L'objectif de mon discours aujourd'hui, c'est justement que mes enfants puissent un jour profiter de notre Guyane de manière durable et intelligente.

La semaine dernière, un salarié de la Montagne d'Or, le chargé en communication, m'exprimait justement une position. Il m'a dit : « Si tu veux supprimer toute trace de cyanure en Guyane, commence par arrêter de manger du manioc. » Je ne fais pas la chasse au cyanure. Je ne fais pas la chasse à la sottise. Mais là, il faut arrêter. Le manioc fait partie de notre histoire, de notre avenir. On a de l'espace pour bâtir, pour développer une économie locale pour nous et pour nous nourrir. Il faut relancer et encourager les initiatives locales. La rizière de Mana a fermé. C'est désolant. Il y a des projets de pisciculture vers Apatou, cela peut marcher. Les coopératives, pourquoi pas ? Il y a de quoi faire en Guyane. Il faut qu'on puisse un jour parler d'autosuffisance alimentaire, qu'on arrête de faire venir tout ce qu'on mange de la métropole et d'ailleurs.

En 2018, qui sommes-nous pour accepter encore une fois de nous faire traîner, se faire souiller, se faire vendre pour finalement travailler pour qui ? Pour Nordgold et pour Columbus Gold. Non. Pas ici ! Pas sur la terre de mes ancêtres. Mes ancêtres noirs, mes ancêtres amérindiens. Pas sur la terre du marronnage, pas sur la terre du bagne, pas sur les terres déjà lourdement empreintes d'un funeste passé. Un capitaine amérindien observait très justement que la Martinique, dont la superficie est inférieure à celle du CSG, avait su, avec la banane et avec la canne à sucre, développer une économie plus ou moins fiable. Aujourd'hui, la quasi-totalité des Guadeloupéens et des Martiniquais est contaminée par le chlordécone. Je ne dis pas qu'on doit s'inspirer de modèles qui ont montré leurs limites. Ici, en Guyane, on peut créer un modèle qui puisse nous ressembler, qui puisse répondre aux besoins locaux. On nous explique souvent que nous avons plus de 20 ans de retard, mais avec la Montagne d'Or, on fera 200 ans en arrière.

Un élu local a eu la délicatesse de dire que les peuples autochtones étaient manipulés par des écolos. Je constate qu'au-delà de la manipulation, un président d'une collectivité pouvait, sans commune mesure, se faire manipuler par des industriels pétroliers ou miniers, et même des spécialistes économiques qui ne voient pas plus loin que leur poche.

Avant de clore ma partie, j'exhorte chacun de vous à ne pas rentrer dans cette démarche qui rendrait la Guyane stérile. La Guyane est fertile. On peut encore faire et va encore faire.

Je finirai par cette citation destinée à ces deux membres de la Montagne d'Or qui sont juste à côté et qui n'osent pas nous regarder : « *Qui ne craint point la mort ne craint point les menaces* ». Non, à la Montagne d'Or !

*Les personnes à l'extérieur reprennent : « Non, à la Montagne d'Or ! »*

### **Ferdinand BOISROND, Association culturelle et sportive de Terre Rouge**

Bonsoir à tous. Je me présente, Ferdinand BOISROND, Président d'association et militant. Je suis contre ce projet tout simplement parce que je trouve scandaleux ce risque que vous demandez à la Guyane de courir. Vous allez manipuler des produits chimiques et des explosifs en grande quantité alors que vous n'êtes que des hommes, et nous savons tous qu'avec l'homme, le risque zéro n'existe pas. À tout moment, une mauvaise manipulation peut causer un accident avec des conséquences irréversibles. Vous imaginez si cela arrive. Que deviendra la Guyane ? Que dirons-nous à nos enfants ? Notre faune, notre flore, notre santé. Que deviendra notre fleuve ? Ce fleuve qui nourrit des populations.

Vous nous parlez d'emplois, mais ce ne sont pas des CDI. Vous nous parlez d'énergie et de routes, mais c'est uniquement pour répondre aux besoins de votre exploitation, donc de vos intérêts. S'il vous plaît, ne nous demandez pas de prendre ce risque. Nous sommes conscients que nous avons besoin d'emplois, nous sommes conscients que le pays a besoin de se développer, mais pas à ce prix. Nous avons vu les conséquences ailleurs. Nous ne voulons pas de cela pour la Guyane. Trouvez-nous des moyens plus sains de pouvoir répondre à nos besoins et à nos divers problèmes. Parce que cela existe. Il y a d'autres moyens. Nous ne sommes pas obligés de tuer le pays pour pouvoir apporter quelques réponses. La Guyane a du potentiel. La Guyane

possède énormément de ressources à exploiter. Alors, proposez-nous de quoi nous développer sans nous tuer.

De plus, je vous vois aller de commune en commune à mettre en place des débats publics, dont vous seuls serez détenteurs, et manipulerez, et manipulateurs des résultats. Si vous voulez vraiment entendre la voix et l'avis de la population, contribuez à la mise en place d'un referendum qui pourra permettre librement aux Guyanais de s'exprimer.

Merci de penser d'abord au pays avant de penser à faire du chiffre. Merci à vous de bien vouloir abandonner ce projet toxique. Cessez de vous diriger vers l'assassinat de notre terre mère, cette terre qui est tout ce qui nous reste. Merci.

### **Un intervenant non identifié, Association culturelle et sportive de Terre Rouge**

Mesdames et messieurs, bonsoir. Je serai simple et rapide. Votre projet, c'est de la merde ! Vous deux, la Montagne d'Or, c'est de merde ! On ne veut pas de vous ici ! Donc, vous dégagez ! La Montagne d'Or, c'est de la merde ! Voilà !

### **Victor BANTIFO, membre de la Commission particulière du débat public**

Comme en a décidé la commission, Madame Amandine GALIMA va repasser parce qu'on n'a pas pu l'enregistrer, en raison d'un problème avec la caméra, un problème technique, je suppose, indépendant du caméraman. Vous être accompagné du chef coutumier du village de Kourou, Monsieur LOUIS Éric, c'est cela ?

### **Amandine GALIMA, Jeunesse autochtone de Guyane**

Mesdames, messieurs, je suis venue à vous en tant que porte-parole du mouvement Jeunesse autochtone de Guyane. Voilà plus d'un an qu'avec mes sœurs et frères, nous luttons pour mettre fin à cette absurdité qu'est le projet nommé Montagne d'Or. Nous avons tenté de faire valoir nos droits et notre parole. Au vu des tournures actuelles, nous avons réussi. À plusieurs reprises, les autorités coutumières, qui sont les garants de nos communautés, se sont positionnées contre. Nous avons tenté d'expliquer nos craintes et nos réticences à la Montagne d'Or qui, dans le plus grand mépris, a refusé le dialogue en déshonorant le rendez-vous à la demande des autorités coutumières, cela, car nous avons refusé la présence d'hommes armés. Nous nous sommes assurés à assurer leur protection. Malgré cela, ils ont rompu le dialogue. Pour nous, il est important qu'un dialogue, aussi compliqué qu'il soit, se fasse sans la présence d'armes.

Autour du site Montagne d'Or, il existe quinze montagnes couronnées, des sites sacrés, des vestiges de nos ancêtres, de notre passé, de notre histoire. Comprenez que nous ne pouvons tolérer qu'un tel sacrilège soit fait sur notre territoire. Pour le respect de notre passé et de notre avenir, nous promettons d'être toujours sur le chemin de la Montagne d'Or. Nous sommes les héritiers d'un passé lourd de blessures douloureuses, mais nous relevons la tête en ce jour.

Oui, en ce jour, les peuples premiers sont debout. Nous relevons la tête aux côtés de toute la Guyane. Oui, en ce jour, nous souhaitons apporter un message d'espoir. Nous ne sommes pas obligés de détruire, nous pouvons faire autrement. Il suffit de le vouloir, il suffit d'oser. En ce jour, nous osons mettre au défi à travers la Montagne d'Or ce monde dirigé et animé par l'avidité de richesse et de pouvoir, ce monde déserté de respect et d'honneur. Dans la lignée de nos ancêtres, nous nous battons contre ceux qui traversent les océans pour ne mener que désespoir et destruction.

Mon message est rempli d'émotion et de sentiment, car mon cœur est relié à cette terre. Cette terre qui souffre des maladies que vous apportez. Les chants de nos ancêtres résonnent à travers nos âmes, et le son des tambours nous murmure qu'il ne faut rien lâcher.

Je n'évoque pas les chiffres, car le monde n'est pas composé de chiffres, mais de différentes formes de vie qui dépendent les unes des autres. Il n'y a pas que ce que vous voyez avec vos yeux. Respectez le monde visible et invisible.

Je suis jeune et je vous annonce que ce n'est pas cet avenir que la jeunesse guyanaise a besoin. Il en existe d'autres. Je suis une femme. Je porterai la vie en moi et je donnerai des enfants à cette terre dans un monde où vous n'existez pas.

Je ne perdrai pas plus de temps avec vous. Je m'en vais rejoindre la Guyane qui m'attend dehors, cette Guyane qui vous montre son opposition. Je m'en vais rejoindre cette petite dizaine de personnes qui crient haut et fort : non à la Montagne d'Or !



Mesdames et Messieurs, c'est bien que vous soyez de passage. Vous nous avez fait comprendre ce que nous ne voulions pas. Je vous souhaite de trouver le chemin du retour. Sondez le fond de votre âme. Cherchez-y une once d'humanité et guérissez vos esprits. Je m'appelle Mawalum (*nom amérindien*), qui veut dire « la dernière ombre ». Je suis l'esprit qui réside dans les racines des arbres et je vous mets au défi d'essayer de nuire à ce pays. Merci.

**Victor BANTIFO, membre de la Commission particulière du débat public**

Merci encore une fois pour le deuxième passage. Si vous le permettez, nous allons faire une petite pause. Nous avons été voir si Monsieur BERTRAND était déjà arrivé de Cayenne pour l'écouter.

Monsieur le Maire, vous avez 10 minutes. Vous êtes la dernière personne. C'est le tirage au sort qui a voulu cela.

**Léon BERTRAND, Maire de Saint-Laurent-du-Maroni**

En tant que Maire de Saint-Laurent-du-Maroni, je voudrais bien entendu donner un point de vue, d'abord sur le débat, que j'ai souhaité moi-même, j'étais l'un des premiers, et ensuite sur ma position.

*Manifestations à l'extérieur.*

Concernant le débat, je suis bien content de voir qu'il se déroule finalement comme cela, avec une commission indépendante, parce qu'il fallait que la population de Guyane ait toutes les informations, les plus qualifiantes, les plus objectives possible afin de pouvoir prendre une bonne décision. Malgré tout, j'ai deux regrets. Le premier, c'est qu'il n'y a qu'à voir ce qui se passe en ce moment. C'est un peu dommage que lorsqu'on a des choses à dire, on ne puisse pas s'exprimer correctement. On est en démocratie, et j'estime que la démocratie, c'est accepter que même si on n'est pas d'accord avec lui, l'autre puisse s'exprimer. C'est mon premier regret.

Mon deuxième regret, c'est qu'on aurait dû sortir de cette position dans laquelle nous sommes qui est tranchée « pour » ou « contre ». On aurait pu avoir une troisième position, c'est-à-dire que les uns et les autres arrivent à se rencontrer pour trouver une autre position peut-être, mais qui serait acceptable par tous.

Ma position, ce n'est un secret pour personne, j'ai eu l'occasion de le dire, c'est que je suis pour le projet. Je suis pour le projet parce que je ne vois pas simplement une mine avec un trou béant sur une partie de la planète, mais je vois surtout au travers de ce projet-là un levier économique qui serait de nature à générer en quelque sorte plusieurs activités. D'ailleurs, je rappelle que la Sotrapmag, qui est le lieu où, si ce projet arrive à voir le jour, va se passer, ce site est certainement celui qui permettra dans les années à venir à diversifier l'économie.

Cette économie, c'est bien entendu l'aménagement du territoire. Ce sont des métiers les plus divers, comme dans le domaine du transport, dans le domaine de l'énergie, dans le domaine de la base vie. Des métiers les plus divers en direction de la jeunesse de Saint-Laurent-du-Maroni. Il faut se rappeler déjà au moment où je vous parle, c'est ce que nous voyons de plus intéressant à ce niveau, c'est la création d'emplois parce qu'il est prévu que 3 750 emplois puissent être générés. Je rappelle que 75 % des jeunes de Saint-Laurent-du-Maroni sont sans diplôme. Je rappelle que 44 % des jeunes qui sont au chômage ont entre 15 et 24 ans. Pour Saint-Laurent-du-Maroni seulement, c'est plus de 50 % de la jeunesse qui n'a pas d'emploi et 60 % des habitants ont moins de 25 ans. Vous comprenez aisément que pour moi, le choix est vite fait. On ne peut pas se contenter de ne pas avoir de projet alternatif et dans le même temps de ne pas supporter un projet de cette ampleur-là.

Je crois qu'il faut tout faire pour pouvoir anticiper en quelque sorte. Quand je dis « anticiper », cela veut dire que vers le 7 juillet, nous aurons la fin de ce débat-là, et je souhaite que les élus du Guyane, ceux de la CCOG, ceux de la CTG, les socioprofessionnels, les syndicats, l'État, tout le monde puisse se réunir de façon à voir comment tirer au mieux les bénéfices d'une telle opération ici à Saint-Laurent-du-Maroni.

Pour conclure, je voudrais simplement dire que c'est dommage que ceux qui s'opposent à ce projet ont tendance à faire croire que nous allons à coup sûr vers une catastrophe. Je rappelle que les risques sont maîtrisés. Ils sont calculés. Nous sommes en France, nous sommes en Europe. Par conséquent, à chaque fois qu'il y a de tels projets, nous savons bien que les normes européennes, les normes françaises sont suffisamment draconiennes pour pouvoir limiter ces risques-là. En tout cas, je préfère mille fois, en tant que maire de Saint-Laurent-du-Maroni, avoir affaire à un risque

maîtrisé, un risque calculé plutôt que de vivre ce que nous vivons actuellement, c'est-à-dire une catastrophe humaine. Au moment où je vous parle, c'est un chômage extraordinaire, c'est une délinquance des jeunes, c'est de la prostitution des jeunes, c'est le fléau des mules, qui frappent Saint-Laurent-du-Maroni, qui frappent l'Ouest de la Guyane. Je préfère encore mille fois avoir affaire à un risque calculé qui demain matin, certainement, permettra à la jeunesse de Saint-Laurent-du-Maroni, à la jeunesse de l'Ouest de pouvoir trouver midi à sa porte.

Voilà un peu ce que je voulais dire. Je souhaite en tout cas qu'à l'issue de ce débat-là, la Guyane puisse voir ce projet aboutir. C'est bien dommage d'entendre ce que nous entendons là. J'aurais souhaité qu'une telle mobilisation se fasse aussi par rapport à ce qui se passe au moment où je vous parle, c'est-à-dire l'orpaillage clandestin. Ce sont des gens qui meurent en silence. Lorsqu'il faut aller sur le terrain combattre tout cela, il n'y a personne. Lorsqu'il faut faire des propositions en termes écologiques pour des métiers verts, il n'y a pas de proposition, il n'y a pas d'alternative. Par conséquent, je suis pour ce projet de la Montagne d'Or. Je vous remercie.

**Victor BANTIFO, membre de la Commission particulière du débat public**

Merci Monsieur le Maire Léon BERTRAND, maire de la commune de Saint-Laurent-du-Maroni.

La séance est levée. Je vous remercie tous pour votre présence. Le débat continue sur internet jusqu'au 7 juillet. Ensuite, jusque deux semaines après, on aura le temps de répondre à vos questions. Merci beaucoup. Merci aussi, Monsieur le Maire, pour l'accueil dans votre mairie. Merci aussi à la CMO et bon retour.

*(Fin d'enregistrement)*